

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22
novembre 2008. Annexes
Dossier documentaire

2. Dissidences et gauches solidaires – La Ligue révolutionnaire des Travailleurs

2008, 13 pages

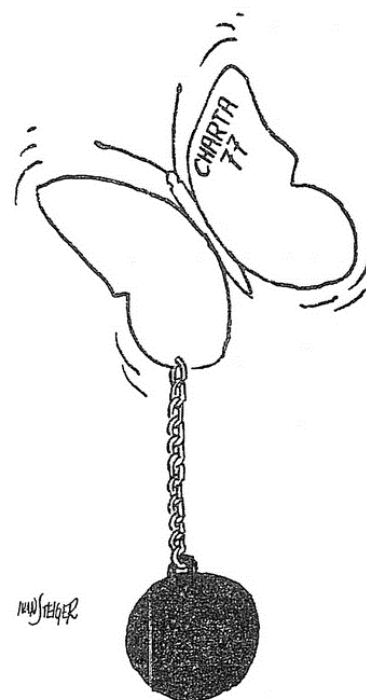
Article disponible en ligne à l'adresse :

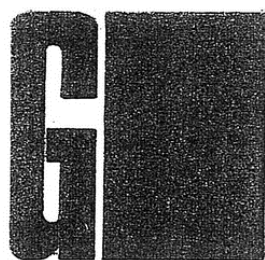
< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_2_dissidences_et_gauches_solidaires_lrt.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : « 2. Dissidences et gauches solidaires – Les comités d'aide (1973 – 1986) », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Annexes. Dossier documentaire*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_2_dissidences_et_gauches_solidaires_lrt.pdf >, (date de consultation).

*engagée dans les Comités et la solidarité avec les
mouvements ouvriers et démocratiques à l'Est.*





LA GAUCHE

ORGANE DE COMBAT SOCIALISTE

12^e année numéro 31

hebdomadaire 24 août 1968

prix **belgique**

un numéro : 6 francs
3 mois : 65 francs
6 mois : 120 francs
1 an : 240 francs
étranger
1 an : 290 francs

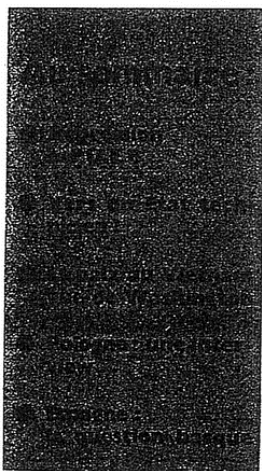
compte chèque postal : n° 338.70

rédaction - administration
44, rue Nothomb, Bruxelles 4
Téléphone : 49.27.38

rédacteur en chef : Ernest Mandel
imprimerie

« Les Arts Graphiques », soc. coop.
41, rue de l'Eglise-Sainte-Anne
Bruxelles 8 Téléphone : 26.73.71

Edit. responsable : Daisy Lenaerts
92, aven. des Martyrs, Fléron-Liège



Hors de Tchécoslovaquie les troupes d'occupation étrangères !

**Les travailleurs tchécoslovaques doivent avoir
le droit de disposer d'eux-mêmes !**

L'occupation militaire de la République Socialiste Tchécoslovaque par les armées du Pacte de Varsovie, effectuée sous prétexte d'« écarter les menaces dirigées contre les acquisitions du socialisme », constitue en réalité un coup très dur contre le socialisme, tant en Tchécoslovaquie qu'à l'échelle internationale.

Violant leur engagement solennel de respecter la souveraineté de la R.S.Tch., inscrit dans le Traité de Varsovie et réaffirmé lors de la récente conférence de Bratislava, les dirigeants soviétiques n'ont même pas les prétextes existant lors de la répression de la révolution hongroise. Le gouvernement contre lequel ils interviennent n'est pas seulement légitime d'après la Constitution tchécoslovaque et d'après la volonté de l'immense majorité de peuples tchèques et slovaques. Il s'agit encore d'un gouvernement communiste homogène.

Moscou a dû utiliser la formule cynique d'une intervention « à l'appel d'hommes d'Etat », parce que le Kremlin n'a même pas été capable de constituer un contre-gouvernement qui fournirait une couverture pseudo-légale à l'opération répressive. Ainsi, pour l'avenir, on sait que lorsque le Kremlin conclut un traité, il se réserve le droit de déterminer lui-même si c'est le gouvernement légitime du pays « allié » avec lequel il traite, ou n'importe quel groupe de marionnettes qui aurait la possibilité d'en appeler aux troupes soviétiques, contre son propre peuple et son propre gouvernement ! On ne pourrait servir sur un plateau d'argent de meilleurs arguments à toutes les forces anticomunistes dans le monde.

L'affaire tchécoslovaque, après l'affaire de mai-juin 1968 en France et l'affaire du Vietnam, confirme que les bureaucrates au pouvoir à Moscou sont pris de panique devant tout mouvement révolutionnaire dans le monde, même lorsqu'il est dirigé par un parti communiste. Décidément, le gouvernement soviétique apparaît aujourd'hui comme un des bastions principaux de l'anticommunisme international.

Le cynisme de l'intervention en R.S.Tch. est d'autant plus frappant lorsqu'on la compare à la tiédeur suspecte que les dirigeants soviétiques n'ont cessé de manifester à l'égard du Vietnam. « Il ne sera jamais permis à qui que ce soit d'arracher un chaînon de la communauté socialiste », affirme le communiqué de l'agence TASS qui justifie l'intervention. Personne ne peut affirmer de bonne foi qu'on était en train « d'arracher un chaînon de la communauté socialiste » en R.S.Tch. Mais au Nord-Vietnam, les impérialistes américains inondent depuis des années un « chaînon de la communauté socialiste » sous une pluie de bombes, de napalm et de gaz meurtriers. C'est l'occasion pour les armées soviétiques d'intervenir... non pour secourir le Vietnam menacé, mais pour frapper, vingt mille kilomètres plus loin, un autre pays socialiste. Quels hypocrites !

Nous l'avons dit et redit : ce qui inquiète les

dirigeants soviétiques, ce ne sont pas les accords commerciaux conclus avec les capitalistes occidentaux ou les crédits de la Banque Mondiale négociés par la R.S.Tch.; ils en font autant, de même que tous leurs complices dans le crime perpétré à Prague. Ce qui les inquiète, ce n'est pas l'« infiltration impérialiste » en Tchécoslovaquie ; c'est l'infiltration d'idées de démocratie socialiste et soviétique en U.R.S.S. et dans les autres pays d'Europe orientale.

Le véritable crime du P.C. tchécoslovaque, aux yeux du Kremlin, ce n'est pas un cours droitier en matière diplomatique ou économique qui ne fait qu'imiter l'exemple des dirigeants soviétiques. C'est un congrès du Parti convoqué sur une base plus démocratique ; c'est l'élection de ses délégués au scrutin secret ; c'est le droit accordé aux minorités de présenter des plate-formes aux congrès du Parti et de défendre leurs points de vue, à l'intérieur de ce Parti, même après avoir été battus dans des congrès. C'est, en d'autres termes, le retour aux normes que le Parti communiste de l'Union Soviétique appliquait lui-même à l'époque de Lénine. Les dirigeants soviétiques se revendiquent en paroles de Lénine ; mais ils bafouent tous ses principes, tant sur le plan de l'organisation politique que sur celui de l'orientation internationale.

Notre sympathie est tout entière du côté des travailleurs tchécoslovaques. Nous appuyons leur lutte pour l'autodétermination, leur défense du droit imprescriptible de déterminer eux-mêmes, librement, la voie vers le socialisme qu'ils préfèrent. Ceux qui organisent ce droit renforcent la cause du socialisme en Tchécoslovaquie. Ceux qui le piétinent, sous quelque prétexte que ce soit, sapent la force du socialisme en Tchécoslovaquie et dans le monde.

Le crime commis contre la Tchécoslovaquie socialiste ne l'a été ni par le peuple ni par la classe ouvrière soviétique. Des dirigeants tremblant pour leurs privilèges en portent l'entière responsabilité. Ils seront condamnés par l'histoire, comme l'a été Staline.

L'impérialisme américain qui commet chaque jour des crimes plus immondes au Vietnam et ailleurs ; le capitalisme occidental, régime d'exploitation et d'oppression, ne sortent pas grands de la crise tchécoslovaque.

La tâche des travailleurs belges et européens, la tâche des socialistes et communistes du monde entier, c'est de lever plus haut que jamais le drapeau du socialisme révolutionnaire, le drapeau du renversement du règne du Capital. En accomplissant cette tâche, nous aiderons nos frères de la R.S.Tch., de Pologne, de Hongrie et d'U.R.S.S. à se débarrasser de dirigeants indignes et d'établir chez eux un régime de démocratie socialiste véritable.

« LA GAUCHE »

Pologne 1968 : l'espoir brisé de l'opposition communiste

par
Jan Malewski

Manifestations, meetings étudiants, pétitions, occupations des facultés, matraquages et arrestations, antisémitisme officiel — le début de l'année 1968 en Pologne semblait s'intégrer dans la vaste révolte contre les pouvoirs en place qui secouait la planète.

Une provocation inouïe

Tout commença par l'annonce le 16 janvier de l'arrêt, deux semaines plus tard, de la présentation sur la scène du Théâtre National de Varsovie des *Aïeux*, une pièce d'Adam Mickiewicz. Adam Michnik, un des animateurs du mouvement étudiant en 1968, écrivit vingt ans après : « Si en Russie on avait interdit Pouchkine, en France Victor Hugo, en Allemagne Goethe — peut-être les réactions auraient-elles été moins passionnelles. Mais pour la conscience nationale polonaise il s'agissait d'une insulte. Le chef-d'œuvre de la littérature polonaise et le témoignage de la lutte polonaise pour la liberté et l'indépendance avait été confisqué. Un objet national sacré fut agressé. » (1)

Le 30 janvier, à l'issue de la dernière représentation de la pièce, une manifestation parcourut les rues de la ville. A l'Université de Varsovie 3000 signatures contre la censure furent collectées. Le

29 février l'Union des écrivains de Varsovie vota une résolution contre la censure. Pour les étudiants radicalisés comme pour l'intelligentsia frondeuse, le temps était venu d'arrêter le cours de plus en plus répressif d'un régime qui n'en finissait pas de rétablir l'ordre mis à mal par la montée révolutionnaire de 1956.

Porté au pouvoir en Octobre 1956 par la gauche démocratique du parti, Wladyslaw Gomułka avait très rapidement mis un terme au bouillonnement démocratique dans les usines et dans la presse : les conseils ouvriers furent mis au pas dès

1958, après que la presse porteuse des revendications de l'Octobre polonais eut été liquidée dès 1957. Mais la porte vers la liberté resta entrouverte plus longtemps pour les milieux intellectuels et ce n'est qu'en 1962 que les clubs de discussion commencèrent à être fermés (2) et la censure a été plus interventionniste dans les publications à tirage limité. En 1964 une lettre ouverte de 34 intellectuels revendiquant le "droit à la critique" et protestant contre la limitation des tirages marqua le divorce entre l'intelligentsia et la direction du parti. Ses auteurs furent mis à l'index. En même temps une opposition communiste de gauche, apparue au sein de la jeune intelligentsia et parmi les étudiants, commença à être réprimée. En mars 1965 Jacek Kuron et Karol Modzelewski furent condamnés pour avoir écrit et diffusé une Lettre ouverte au POU (3). En janvier 1966 trois autres militants, Kazimierz Badowski, Ludwik Hass et Romuald Smiech, furent condamnés en tant que trotskistes pour avoir aidé à imprimer cette lettre. Tirant le bilan de la gauche d'Octobre 1956, Kuron et Modzelewski écrivaient alors : « La seule possibilité de développement de la révolution [en Octobre 1956] était la formulation d'un programme de classe prolétarien et l'organisation autour de lui d'un mouvement combattant le pouvoir de la bureaucratie libérale. En ce moment décisif, non seulement la gauche n'a pas proposé un tel programme et organisé son propre parti, mais encore elle a prêté appui à la bureaucratie libérale. Toute l'autorité énorme dont jouissaient dans leur milieu les militants de la gauche a été transférée à la nouvelle direction. »

Conséquents avec un tel bilan les militants de la gauche communiste avaient formulé un programme de lutte révolutionnaire pour une démocratie de conseils ouvriers, articulée avec la suppression des forces permanentes de répression, une réduction du temps de travail et l'indépendance des syndicats (4). Malgré la répression de 1965-1966, ce courant continuait à se

développer parmi les étudiants, renforcé par une fronde de plus en plus ouverte des intellectuels marxistes, qualifiés par la bureaucratie de "révisionnistes" (5). En 1968 ce courant fournit à la révolte étudiante la majorité de ses animateurs.

Mobilisation étudiante

Le mouvement étudiant démarra lorsque deux étudiants communistes de gauche, Adam Michnik et Henryk Szlajter furent exclus de l'Université de Varsovie pour avoir informé un journaliste du Monde (6) des protestations contre la censure. Le 8 mars une assemblée générale d'étudiants à l'Université de Varsovie était matraquée par la police et Kuron et Modzelewski étaient à nouveau emprisonnés. Le 9 mars l'Ecole Polytechnique de Varsovie se joignit au mouvement. Le 11 mars une manifestation affrontait la police au centre de la capitale, alors que les étudiants de Cracovie rejoignaient le mouvement, suivis le lendemain par ceux de Gdansk, Lodz, Lublin, Poznan et Wrocław et le surlendemain par ceux de Torun, puis par ceux de Katowice. « Il n'y a

1. Adam Michnik, *Sakrament Byka* (Le sacrement du taureau), *Krytyka* n° 28-29, Varsovie 1988, édition clandestine.

2. Le plus connu d'entre eux, le *Club du cercle courbe* de Varsovie, fut fermé le 1 février 1962.

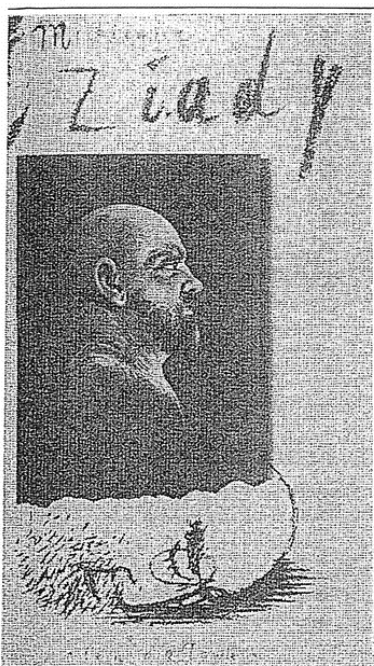
3. Jacek Kuron et Karol Modzelewski, *Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais*, cahiers "rouge" n° 4, Maspéro, Paris 1969 (3e éd.).

4. *ibid*, pp. 67-77.

5. Notamment le philosophe Leszek Kolakowski, exclu du parti en 1966, l'économiste Włodzimierz Brus, le sociologue Zygmunt Bauman... qui employaient alors la méthode marxiste pour l'analyse critique de la réalité environnante.

6. Il s'agissait de Bernard Marguerite, dont le comportement lors des procès qui suivirent Mars 1968 lui valut l'inimitié durable des oppositionnels polonais. Exclu du *Monde* en 1971, il se recycla ensuite au *Figaro* et fut l'un des journalistes étrangers le plus fréquemment cité dans la presse polonaise officielle.





de la pièce *Les Aïeux* de Adam Mickiewicz.

pas de pain sans liberté ! » fut le slogan. Des grèves avec occupation des universités et des écoles polytechniques eurent lieu entre le 15 et le 23 mars. Des comités étudiants apparaissent et formulent des revendications (7).

La réaction du pouvoir fut d'une grande brutalité : des milliers d'étudiants furent exclus, des centaines furent arrêtés, plusieurs dizaines condamnés. Les universités furent privées du peu d'autonomie dont elles disposaient, purgées de nombre d'intellectuels critiques. Mais la répression ne s'arrêta pas là : la révolte étudiante servit de prétexte pour un nettoyage en profondeur de l'appareil du parti-Etat de ceux qui avaient manifesté en 1956 des sympathies démocratiques et, au delà, d'une bonne part des vieux cadres issus du PC d'avant-guerre. Une campagne antisémite menée par le pouvoir — entamée dans l'appareil par la fraction des "partisans" dirigée par le ministre de l'intérieur Mieczyslaw Moczar depuis plusieurs années mais qui en 1968 connut son apogée — provoqua une vague d'émigration évaluée à 20 000 personnes entre mars 1968 et juillet 1969 (8). 8 300 membres du POUP en furent exclus, dont 14 ministres et 80 fonctionnaires de haut rang et des milliers de cadres furent licenciés (rien qu'à Varsovie 800 "cadres" ont été licenciés entre mars et septembre 1968) (9).

Comme les étudiants, les bureaucrates se référaient à 1956, mais avec une tonalité fort différente. Edward Gierek, membre du bureau politique et futur premier secrétaire du parti après les grèves de décembre 1970, disait ainsi lors d'un meeting officiel le 14 mars : « l'immonde lie, qui apparut à la surface des événements d'octobre il y a 11 ans n'a pas été totalement éliminée du courant de notre vie » et il annonçait que le parti va « briser les os » aux « ennemis de la Pologne populaire », aux « laquais de l'impérialisme » et aux « sionistes ».

Antisémitisme officiel

L'accusation de "sionisme" fut la principale "justification" idéologique de la répression. Depuis des années le courant bureaucratique réactionnaire qui apparut en 1956 sous le nom de "groupe de Natolin" avait puisé dans l'arsenal traditionnel antisémite de la droite polonaise des arguments visant à la fois à écarter de l'appareil des concurrents et à se construire une base sociale dans les milieux sociaux les plus frustrés. Des dizaines de cadres de l'armée et de la police dont on avait découvert l'origine juive furent révoqués, ce qui permettait également de normaliser un secteur militaire qui en 1956 apparaissait prêt à s'opposer à l'éventuelle intervention soviétique. En juin 1967, après la guerre des six jours, ce courant reçut un soutien inattendu de Gomulka lui-même. Lors du congrès des syndicats le premier secrétaire du parti déclara : « Étant donné que l'agression israélienne contre les pays arabes a trouvé un soutien dans les cercles sionistes des Juifs — citoyens polonais, je tiens à déclarer ce qui suit : nous n'avons pas empêché les citoyens polonais de nationalité juive à rejoindre Israël, lorsqu'ils le désiraient. Nous considérons que tout citoyen polonais ne peut avoir qu'une seule patrie — la Pologne populaire ». Il n'hésita pas à dire que les Juifs habitant en Pologne constituent une "cinquième colonne potentielle", ce qui fut enlevé du texte rendu public après l'intervention de Edward Ochab, alors (jusqu'en avril 1968), président de la présidence collective de l'État. Gomulka n'avait ainsi pas hésité à accuser de sionisme justement ceux qui, contrairement à la doctrine sioniste, avaient décidé de vivre en Pologne. Le signe d'égalité entre Juif et sioniste était de cette manière légitimé par le principal dirigeant du pays et la voie ouverte pour une campagne antisémite. Celle-ci fut immédiatement entreprise publiquement dans la presse contrôlée par

la fraction Moczar. En mars 1968 les noms à consonance juive des opposants furent mis en avant dans les articles orduriers justifiant la répression, des milliers de tracts ouvertement antisémites (mais non signés, ceux-là) furent distribués et le Moczar séduisait ainsi les jeunes cadres étudiants du parti : « Souvent les instructions raménées de l'étranger [i.e. d'URSS, au cours de la seconde guerre mondiale, lorsque la résistance communiste en Pologne était marginale, mais Moczar en était un des chefs] par les envoyés spéciaux, comme par exemple l'ex-camarade Kasman (10), étaient reçues à contre-cœur par les partisans polonais de la Garde populaire, car souvent elles ne tenaient pas compte de la spécificité polonaise de la guerre nationale de libération. Digression — il y a un sage proverbe "la Nation Juive est une nation habile, mais pas assez habile pour cacher son habileté". Divers sorts de Berman (11) ont démontré par leur attitude la justesse de ce proverbe. (...) On ne voit pas les citoyens polonais d'origine juive devant les machines des fabriques. Très peu travaillent comme ouvriers, la majorité, ce sont les soi-disant cadres dirigeants. Dans l'armée on trouve des Polonais d'origine juive dans les états-majors. On ne les trouve ni parmi les ouvriers, ni parmi les soldats.

Comment se fait-il qu'Adam Michnik ait été considéré par la commission militaire comme inapte au service militaire ? Car il bégaye, mais cela ne l'empêche pas d'exercer son art oratoire au service de la démagogie anti-polonaise. (...) Je ne



7. On peut trouver des traductions de ces revendications dans *Pologne, le crépuscule des bureaucrates*, cahier rouge n°3, Maspéro, Paris 1971.

8. Selon Zenobiusz Kozik, *O wydarzeniach marcowych* (Des événements de mars), *Nowe Drogi* (organe théorique du POUP), n° 2/1988.

9. Selon Jerzy Eisler, *Marzec 1968* (Mars 1968), PWN, Varsovie 1991.

10. Leon Kasman, dirigeant stalinien qui vire libéral en 1954-1956, rédacteur en chef de *Trybuna Ludu* (quotidien central du POUP) après sa première normalisation en 1957, venait de démissionner de son poste pour protester contre la campagne antisémite.

11. Jakub Berman fut membre du BP du POUP responsable de la commission chargée de contrôler le Ministère de la Sécurité publique de 1949 à 1956, et est considéré comme un des principaux responsables de la terreur stalinienne.

1968 : une année charnière

Dossier

connais pas de cas où un citoyen polonais d'origine juive voulant étudier ait été refusé, indépendamment de son niveau de préparation. » (12)

Analysant le tournant de la bureaucratie en 1968, Adam Michnik écrit : « Si octobre 1956 peut être considéré comme une tentative des communistes de s'enraciner dans la tradition démocratique polonaise, alors mars 1968 fut une tentative de s'enraciner dans la tradition des cent-noirs. La recherche de racines nationales est naturelle pour un pouvoir porteur du complexe de dépendance envers un voisin puissant. Mais en choisissant une tradition historique donnée, on choisit aussi les alliés politiques. » (13)

La répression et la vague antisémite de 1968 ont atteint leur but : jusqu'en 1974, la capacité d'opposition de l'intelligentsia polonaise fut anéantie. La répression du printemps de Prague en août 1968, à laquelle l'armée polonaise prit part, si elle souleva l'indignation générale, ne donna pas lieu à des mouvements de protestation significatifs. Le régime parvint à passer le cap de la grande grève de décembre-janvier 1970-1971 sans qu'une jonction entre l'opposition intellectuelle et la lutte des travailleurs n'apparaisse. La culture polonaise — riche en rebonds et en créativité après 1956 — fut muselée.



Transformation de la bureaucratie

Le parti au pouvoir lui-même fut profondément transformé. Si le régime stalinien polonais manquait de racines sociales — le PC polonais fut liquidé par Staline en 1938, et les stalinien ne jouèrent qu'un rôle limité dans la résistance antinazie, leur prise de pouvoir en 1944 fut donc le fruit de l'avancée de l'armée rouge et de la défaite de la résistance dans l'insurrection de Varsovie en août-octobre 1944 — la libéralisation du régime après 1956 avait modifié les rapports du POUP avec la population. Le parti recruta massivement et les quelques années de développement économique qui suivirent firent apparaître des aspirations au mieux-être. La normalisation rampante après 1956, la stagnation économique qui l'accompagna et le blocage des possibilités de promotion sociale ont détourné ces aspirations vers une lutte pour les postes. Au début des années



soixante une couche significative de cadres intermédiaires, indifférents envers l'idéologie officielle ou déçus par elle, se sentait bloqués par la pétrification de la structure du pouvoir. Porteuse d'aspirations de nouveaux riches, partageant tous les mythes et les préjugés de la petite-bourgeoise, cette couche s'identifia naturellement avec les fractions de Gierek (appareil économique) et de Moczar (appareil policier, nationaliste et antisémite). La haine anti-intellectuelle de ces fractions entraînait en résonance avec le mécontentement de ces cadres intermédiaires qui étaient frustrés de ne pas profiter du développement du pays et de la stabilisation du pouvoir, qu'ils considéraient comme leur œuvre. En mars 1968 ces couches ont appuyé sans réserve la répression.

Ce sont elles qui remplacèrent massivement les victimes de la répression. Le phénomène dans le domaine universitaire est connu : 13% de *docent* (14) devaient leur promotion à leur attitude en mars 1968. « Ceux qui aspiraient au renforcement du pouvoir du POUP ont su gagner une nouvelle génération avide de postes et d'honneurs (...). Le reclassement a touché en pratique tout l'appareil dirigeant, dont, bien sûr, la couche des managers de l'économie » (15).

Commentant ce phénomène Andrzej Szczypiorski écrivait dix ans plus tard : « On peut penser sans risque d'erreur, que pour les communistes polonais les années 1967-1970 furent une période moralement difficile. Toute leur conception sociale et politique s'effondrait. Sous les étendards du parti, qu'ils ont créé et à la tête duquel ils avaient dirigé la transformation du pays durant un quart de siècle, sont arrivés à s'exprimer des éléments pour lesquels tout

ce qui rappelait l'idéologie communiste était, de fait, haïssable. » (16) Jerzy Szacki écrit pour sa part : « Une nouvelle génération — non seulement plus jeune, mais aussi représentant d'autres expériences et une toute autre formation idéologique que la génération du PCP qui partait à la retraite où en émigration — parvint alors au pouvoir. (...) Cette génération — peu importe qu'elle fut meilleure ou pire — s'est avérée totalement a-idéologique. Lorsque c'était confortable, elle défendait soi-disant le marxisme contre le révisionnisme (ce fut une des plus grandes mystifications de mars !), mais elle n'avait pas de scrupules pour tendre en même temps la main vers les arguments de l'extrême droite d'avant guerre. Quant c'était confortable, elle rejetait le stalinisme, mais cela n'empêchait pas de ressusciter les campagnes staliniennes contre le cosmopolitisme (!) où de puiser dans la technique de propagande les pires modèles soviétiques de l'année 1937. Quand c'était confortable, elle a suivi le slogan "enrichissons-nous !" des années soixante-dix, pour ensuite effectuer d'autres contorsions idéologiques. (...) En mars en Pologne l'idéologie communiste fut enterrée. Sa place fut occupée par les techniques de domination, de la manipulation et de la propagande, appliquées plus ou moins efficacement. » (17)

Mutation de l'opposition polonaise

Surtout, la répression du mouvement polonais de 1968 a conduit à une mutation profonde de l'opposition polonaise et à un divorce durable entre les forces vives de l'intelligentsia frondeuse et le marxisme. En mars 1968 le mouvement étudiant fut avant tout un mouvement démocratique. Ses revendications, qu'on retrouvera dans les

12. Cité par Wojtek Lamentowicz, *Moje przeżycie Marca* (Mon itinéraire en mars), *Krytyka* n° 28-29, op.cit.

13. Adam Michnik, op.cit.

14. La fonction de *docent* est le premier niveau d'enseignant/chercheur habilité à diriger les recherches. On y accédait avec une thèse d'État. En mars 1968 pour remplacer les intellectuels réprimés, le pouvoir a cessé d'exiger une telle thèse.

15. Ireneusz Krzeminski, *Nowe kłopoty z marcem '68* (Les nouveaux problèmes de mars '68), *Krytyka* n° 36, 1991.

16. Andrzej Szczypiorski, *Konsekwencje marca 1968* (Les conséquences de mars 1968), *Krytyka* n° 1, 1978.

17. Jerzy Szacki, *8 marca 1968 roku* (Le 8 mars 1968), texte du rapport au colloque de l'Université de Varsovie le 8 mars 1988, *Krytyka* n° 28-29.

révoltes suivantes, étaient cependant formulées dans un langage marqué par le marxisme. Lorsqu'il se défendait contre la répression bureaucratique, c'est naturellement qu'il assimilait celle-ci au fascisme et revendiquait pour lui la tradition communiste. La conjonction de la répression (qui désorganisa les réseaux de l'opposition marxiste), de l'antisémitisme revendiqué par le pouvoir au nom du communisme, et de la promotion dans l'appareil de couches arrivistes et incapables, mit fin à cette culture de l'opposition.

« Nous avons jeté un regard nouveau sur le communisme — écrivait vingt ans après [A. Michnik] — Les slogans de nos contemporains de l'Ouest, leur séduction par la phrase révolutionnaire et leur dédain des institutions de la démocratie parlementaire nous ont semblé bêtes et dangereuses, car porteuses de conséquences totalitaires. Et pourtant nous étions sur la même voie peu de temps auparavant.

A lire...

Alors qu'il est de bon ton aujourd'hui de commémorer la quête de l'utopie étudiante et la transformation culturelle engendrée par Mai 68, ou encore le saut français dans la modernité quant ce n'est pas l'acte de naissance de l'individualisme moderne, Maurice Rajsfus dérange*. Loin de se plonger dans les souvenirs d'ancien combattant, il livre une chronique de la grande peur qui traversa l'État gaullien et post-gaullien entre 1968 et 1974.

Rappel utile que celui d'une répression qui sans être sanglante n'en fut pas moins omniprésente et harassante : interventions policières, passages à tabac, censure des publications, expulsions et interdictions de séjour, conseils de discipline et suspension de lycéens et étudiants, dissolution d'organisations. Une tentative de rétablissement de l'ordre au nom de la grandeur de l'État et de la lutte contre le complot international, au cours de laquelle l'État gaullien avait peur de tout sauf du ridicule.

« C'est l'évocation de l'Imagination créatrice qui a paniqué les gouvernants, mais également une certaine gauche devenue conformiste » écrit Rajsfus. Il rappelle utilement, textes à l'appui, le rôle néfaste joué par les dirigeants du PCF et de la CGT comme flanc-garde idéologique de la répression.

Citations à l'appui, Rajsfus sort de l'oubli la multitude des petits faits qui, mis bout à bout, font système. Il rappelle l'idéologie répressive qui fut celle de la Ve République aux abois, lorsque la « chienlit », par millions, a retourné le compliment à celui qui aimait s'identifier à la France. A lire pour se remémorer un climat ou pour apprendre ce que les manuels d'histoire omettent de mentionner. (JM)

* Maurice Rajsfus, Mai 68, sous les pavés, la répression (mai 1968 - mars 1974), Le cherche midi éd., Paris 1998, 252 p.

Nous cherchions les moyens d'un "socialisme véritable", nous étudions Marx, nous n'aimions pas le conservatisme et l'Eglise. Dans les meetings étudiants nous chantions l'Internationale... Je ne veux pas généraliser, la majorité de cette génération était différente. Mais nous, les "commandos" (18) nous étions comme ça — plutôt rouges. Pourtant en mars l'ignominie des communistes nous a fait apparaître les valeurs cachées du conservatisme et les qualités morales de l'Eglise. C'est cette Eglise que nous estimions peu qui prit la défense des étudiants insultés, par la lettre des évêques et les voix des députés catholiques à la Diète : Zawieyski, Stomma, Mazowiecki. Lorsque toutes les normes avaient été écrasées, le respect conservateur pour ces normes a pris un sens nouveau. » (19)

Lorsque Michnik et ses camarades sortirent des prisons en 1969-1970-1971, ils enseignèrent cette nouvelle certitude à ceux qui rejoignaient l'opposition. Lesław Maleszka, qui rejoint l'opposition plus tard écrit : « Pour eux mars [1968] était la fin des espoirs en la libéralisation, la fin des illusions, tout simplement — la défaite. » (20) Rafal Zakrzewski, encore plus jeune : « J'ai rencontré ceux de mars après leur transformation idéologique — ils avaient déjà laissé derrière le révisionnisme, se sont séparés du marxisme, ont oublié les citations des classiques. (...) Ce qui c'est passé en mars, était la variante polonaise de la fin du "siècle de l'idéologie"; de la croyance dans les possibilités d'une révision du communisme, comme de celle en une idéologie communiste qu'on puisse prendre au sérieux, en y trouvant des valeurs authentiques et la force d'une praxis politique. » (21) Leszek Kolakowski, dont la rupture avec le marxisme prit la forme d'un livre (22), et qui fut considéré comme le principal théoricien dudit "révisionnisme" polonais, écrivait en 1978 : « Mars fut la fin définitive du processus commencé en 1956 c'est-à-dire d'un processus où existaient encore les convictions, faiblissantes et de moins en moins efficaces, mais encore vives, qu'il est possible de régénérer ou de réparer le système communiste de gouvernement en se basant sur ses propres principes ; de ce fait le parti était, bien que de moins en moins, le centre d'initiatives visant non seulement à réparer la machine déréglée, mais aussi sa démocratisation fondée sur les conceptions idéologiques du communisme. » (23)

Ainsi les deux courants oppositionnels qui se rapprochèrent au cours des années

soixante — les jeunes marxistes révolutionnaires et les intellectuels communistes réformistes/dissidents — tirèrent de leur expérience de 1968 une même conclusion. Ces courants, plus tard rejoints par d'autres, plus conservateurs, qui au cours des années soixante ne jouaient pas un rôle politique actif, ont déterminé le caractère politique et idéologique de l'opposition polonaise depuis. Au cours de la montée révolutionnaire de 1980-81 leur langage et leurs convictions furent dominantes au sein de Solidarité, même lorsque la dynamique de celle-ci les débordait et posait la question du pouvoir et les perspectives programmatiques en des termes plus proches de ceux des opposants d'avant mars 1968, voire de 1956 (24). Le coup d'État du général Jaruzelski (qui en avril 1968 devint ministre de la défense) en décembre 1981 confirma aux yeux de la majorité de la population la validité des enseignements que ces opposants tirèrent de 1968.

En mars 1968 les post-staliniens polonais ont ainsi posé les premiers fondements du terrain idéologique de la restauration capitaliste, réhabilitant une tradition de droite polonaise qu'on pouvait croire définitivement vouée aux poubelles de l'histoire et brisant une avant-garde communiste. Les voies de la radicalisation des révoltés de 1968 à l'Est et à l'Ouest, qui s'étaient rapprochées aux cours des années soixante, divergèrent.



18. Nom donné aux réseaux se reconnaissant dans le Lettre ouverte de Kuron et Modzelewski par leurs adversaires, qui a fini par être repris par eux.

19. Op. cit.

20. Lesław Maleszka, réponse à l'enquête dans *Krytyka* n° 1, 1978.

21. Rafal Zakrzewski, *Pytania, ktore nie padly* (Les questions qui ne furent pas posées), *Krytyka* n° 28-29.

22. En traduction française : Leszek Kolakowski, *Histoire du Marxisme*, Fayard, Paris 1987, et également *L'esprit révolutionnaire — marxisme, utopie et anti-utopie*, Complexe, Paris 1978. L'auteur a commencé ce livre en 1968, lorsqu'il perdit son emploi universitaire.

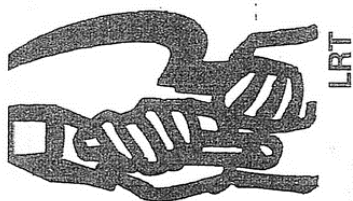
23. Leszek Kolakowski, *Cien marca po 10-ciu latach*, (L'ombre de mars dix ans après), *Krytyka* n° 1, 1978 (édition clandestine).

24. Le lecteur intéressé par l'évolution de Solidarité peut se reporter à mon article "Solidarnosc" quinze ans après, *Inprecor* n° 399, février 1996.

hebdomadaire
de la ligue révolutionnaire des travailleurs
section belge de la quatrième internationale

la gauche

n32 / paraît le jeudi / 24ème année / 21 août 1980 / 15 F



LRT

**les ouvriers polonais
se battent pour leurs
droits , pour la
démocratie socialiste.**



LA GAUCHE 21/12/81 (Inprecor)

EDITORIAL / POLOGNE

La contre-révolution bureaucratique

DANS la nuit du 12 au 13 décembre, la bureaucratie polonaise — de concert avec le Kremlin — a déclaré la guerre à l'ensemble des travailleurs de Pologne. Elle a suivi, en cela, l'exemple des dictatures les plus haïes par les masses laborieuses.

L'état de guerre a été proclamé : quadrillage du pays ; interdiction de Solidarité et arrestation de ses dirigeants ; militarisation de grands secteurs économiques où les travailleurs seront désormais considérés comme réquisitionnés et passibles de la peine de mort pour toute rébellion ; écoles et universités fermées ; interruption des télécommunications et interdiction de circuler librement ; suppression du droit de grève et de manifestation ; suppression des « samedis libres » ; journée de travail de 12 heures, etc. Selon la Constitution polonaise, les autorités ne peuvent recourir à ces mesures exceptionnelles que quand existe un « danger menaçant la sécurité de l'Etat, l'ensemble ou une grande partie de son territoire ». Or, rien de tout cela n'était en question. Depuis des mois, et de façon aiguë durant les dernières semaines, l'enjeu de l'extraordinaire mobilisation des masses était clair : qui doit gouverner l'Etat ouvrier ? La classe ouvrière et ses alliés, en développant leurs propres instruments de gestion et de décision, ou la bureaucratie qui s'appuie sur son appareil de répression et qui s'assure le monopole du pouvoir politique ? C'est pour défendre sa sécurité, ses privilèges, son pouvoir que la bureaucratie a instauré la loi martiale.

Cette couche sociale — dont le parasitisme a été mis à nu par les travailleurs — ne peut diriger et administrer qu'en mettant la classe ouvrière au pas. Le Parti ouvrier unifié polonais (POUP), dans son programme, parle certes du « rôle dirigeant de la classe ouvrière ». Mais, en réalité, pour gouverner, il doit la faire taire. Ce parti de la bureaucratie, pour son salut et non le « salut national », cherche, par la force des baïonnettes, à arracher aux travailleurs toutes leurs conquêtes des dix-sept derniers mois. C'est ainsi que, le 12 décembre à minuit, le général Jaruzelski, fondé de pouvoir de la bureaucratie, s'est lancé — avec l'appui de Leonid Brejnev — dans un vaste mouvement de contre-révolution politique. Une contre-révolution que la bureaucratie est prête à conduire jusqu'à ses ultimes conséquences.

Le seul terme d'état de guerre révèle avec clarté qu'il ne peut y avoir de compromis durable entre la caste bureaucratique et un mouvement ouvrier massif, vivant, démocratique, qui tend de plus en plus à prendre en mains « la vie du pays ». Tous ceux qui jettent la pierre à Solidarité pour son « extrémisme » soutiennent de fait les promoteurs de ce coup de force.

Il est faux de faire croire que depuis des mois un « processus de réformes » était engagé en Pologne. Aujourd'hui, il est hypocrite et criminel de laisser croire, comme le fait le Parti communiste français (PCF), que, demain, sous la haute surveillance du Conseil militaire de salut national, des réformes favorables aux travailleurs « continueront », une fois le « calme revenu ».

En fait, depuis août 1980, toutes les conquêtes, dans tous les domaines, ont dû être arrachées par les travailleurs contre une bureaucratie haineuse. Sans cesse, cette dernière a tenté de regagner du terrain, de réprimer. Il n'y a pas 34 ans de pouvoir bureaucratique et totalitaire et dix-sept mois de réformes ! Il y a dix-sept mois de luttes et d'affrontements des masses contre un pouvoir qui, étant donné les rapports de forces, devait faire le gros dos, réorganiser son dispositif de domination et préparer la contre-offensive.

La crise profonde du POUP, son discrédit complet, l'hémorragie de ses membres appartenant à la classe ouvrière, leur adhésion pour une grande partie à Solidarité, ont contraint la

bureaucratie à avoir recours plus directement et plus visiblement à l'armée. Une armée dont 85 % des officiers sont membres du POUP ; mieux, dont 100 % des officiers supérieurs sont membres du parti ! Il ne s'agit pas d'un troisième acteur indépendant. C'est l'armée du « salut » du POUP et de la bureaucratie, à la tête de laquelle se trouve le dirigeant du parti, qui est aussi le Premier ministre. Cumul des fonctions plus jamais vu depuis Josef Staline !

Cela faisait plusieurs mois que la bureaucratie préparait cette initiative contre-révolutionnaire. En mars 1981, immédiatement après la nomination du général Jaruzelski comme Premier ministre, un autre général était nommé à la tête de la région de Bydgoszcz. Il ne manquera pas de provoquer les travailleurs. Cette fois la riposte sera immédiate et ferme. Un autre général sera encore nommé, contre la volonté de Solidarité, à la tête de la compagnie aérienne LOT. Les généraux occupent de nombreux postes dans les ministères : celui des Mines, des Transports, des Sciences et de l'Université, de l'Education. Le ministère de l'Intérieur, instrument central pour toute opération de « normalisation », est placé sous le contrôle de l'ancien chef de la sécurité militaire. Le renvoi de Stanislaw Kania, comme secrétaire du parti, le 18 octobre, et son remplacement par le général Jaruzelski, se fait avec la bénédiction du Kremlin. Jaruzelski appelle immédiatement à mettre fin aux grèves. Il devra reculer dans un premier temps. Mais, le 26 octobre, des groupes de l'armée sont envoyés dans tout le pays « pour résoudre des conflits sociaux ». Cette opération vise à légitimer et à préparer une intervention d'envergure de l'armée. Face à une administration corrompue et méprisée par les masses, elle devrait faire la preuve de son efficacité.

Parallèlement à la mise en place d'un dispositif militaire, Jaruzelski — avec l'appui de la hiérarchie catholique — joue la carte de la « concorde nationale ». Cependant, l'approfondissement et la radicalisation du mouvement des masses, la conscience croissante dans un large secteur de Solidarité que l'affrontement approche, la diffusion de l'idée de la « grève active » et y compris de l'auto-défense, poussent les cercles dirigeants du pouvoir bureaucratique à mettre en marche la mécanique contre-révolutionnaire.

Lors du Comité central réuni le 28 novembre, Jaruzelski a indiqué sans ambiguïté aux travailleurs les termes de l'alternative : arrêt des grèves ou état de guerre. Le 2 décembre, les 320 cadres de l'Ecole des pompiers sont expulsés manu militari. C'est un test. Bien choisi. Ce n'est pas une usine ; il n'y a pas d'effusion de sang. La preuve est faite de la capacité d'intervention des forces gouvernementales et des hésitations de Solidarité. Le 8 décembre commence sur tous les médias une vaste campagne d'intoxication, utilisant des enregistrements de la réunion de la Commission nationale de Solidarité (KK).

Le thème est clair : « Solidarité prépare l'insurrection, les autorités sont pour l'entente nationale ! » Un thème repris par les PC d'Europe capitaliste et par plus d'un pleutre social-démocrate.

Lorsque le vendredi 10 décembre se réunit la Commission nationale de Solidarité à Gdansk, pour y décider d'un référendum sur les méthodes du pouvoir, les rumeurs sur l'état de guerre circulent : « Mme Matuszewska, membre de la Commission nationale de Solidarité, a même déclaré posséder des informations selon lesquelles l'action "W", signifiant la "préparation de l'état de guerre" aurait été décrétée au sein de l'armée » (Figaro, 12-13 décembre 1981). Les dirigeants de Solidarité étaient certains de prouver par ce référendum que l'Etat-parti avait perdu toute crédibilité. Cependant, ce dernier n'en gardait pas moins une capacité de frappe coercitive centrale. C'est ce qu'il a démontré.

Le 12 décembre, Jaruzelski a utilisé le bon moment pour frapper : un dimanche, jour où les travailleurs ne sont pas dans les usines dont ils ont fait leurs places-fortes depuis août 1980. Il oppose la centralisation du pouvoir bureaucratique à cette position de faiblesse momentanée de la classe ouvrière. Pour tenter d'empêcher toute réponse d'ensemble, dans la meilleure tradition des coups de force militaires, il arrête la direction nationale de Solidarité et opère des centaines d'arrestations. Il veut paralyser Solidarité. Il essaie de désorienter les travailleurs dans les régions en diffusant le mensonge — repris hypocritement par les télévisions et radios d'Europe capitaliste — d'un Lech Walesa « libre » et « négociant » avec les autorités. Les militaires boliviens avaient agi de même avec le dirigeant de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), Juan Lechin, qui « négociait » avec eux le pistolet sur la tempe. En outre, pour jouer la carte de l'arbitre « sauveur national », le Comité militaire annonce l'arrestation de Edward Gierek et autres « responsables des erreurs passées ».

Alors que la classe ouvrière a dépossédé la caste bureaucratique de tous les symboles nationaux, Jaruzelski tente de présenter l'instauration de la loi martiale comme une « solution nationale ». La répression serait plus acceptable parce que mise en œuvre par des Polonais et non pas par des Soviétiques ! Il y a peu de chances que cela puisse créer des illusions chez beaucoup de travailleurs polonais.

Mais ce message a été entendu par la hiérarchie catholique. Mgr Glemp, primat de Pologne, déclare qu'au « nom de la valeur suprême qu'est la vie humaine, nous pouvons nous indigner, nous pouvons protester, mais sans espoir d'obtenir de résultats car les autorités disposent d'une force que nous n'avons pas ». Au nom de la « vie humaine », la soumission est prêchée à ceux que le pouvoir bureaucratique va écraser systématiquement, comme un rouleau compresseur, si une mobilisation d'ensemble n'a pas lieu.

Car, sous le couvert de l'armée, ce sont quelques centaines de milliers de revanchards, transis de peur il y a encore quelques jours, qui veulent pousser à fond la roue de la « normalisation ». Et, face à un mouvement de l'ampleur de Solidarité « normaliser » veut dire arrêter des milliers et des milliers de militants, les « faire parler » pour désarticuler les réseaux de résistance, exercer dans toute son horreur la logique du pouvoir totalitaire. C'est à cette aune qu'il faut mesurer la complicité de tous ceux qui déclarent : « C'est une affaire intérieure polonaise ». Ils le font tout en sachant parfaitement que le Kremlin a préparé avec les chefs de l'armée polonaise cette contre-révolution. Ils le font car, en Pologne, la bureaucratie frappe un mouvement en faveur du pouvoir ouvrier, en

faveur de l'autogestion ouvrière. Et, pour ce faire, la complicité des Ronald Reagan, des Helmut Schmidt, des Pierre Mauroy lui est acquise autant que l'est l'appui des dirigeants des PC. Le même argument facilitera à l'impérialisme la justification des massacres accomplis par les juntas salvadorienne ou guatémaltèque, sous couvert d'« affaire intérieure ». C'est avec la même couardise que serait accueilli un *pronunciamiento* des généraux espagnols.

Mais les travailleurs polonais n'ont pas dit leur dernier mot. Loin de là. Leur courage, leur détermination, renforcés au cours des années par les expériences de 1956, 1970 et 1976 et par l'extraordinaire apprentissage de la démocratie socialiste de ces derniers mois, pourraient ébranler tous les calculs de la bureaucratie. Un Comité national de grève clandestin a été formé dès le lundi 14 décembre et a appelé à la grève générale. Un dirigeant de Solidarité affirme qu'« aucun syndicat, aucune organisation ne peut permettre que ses dirigeants soient réprimés et le syndicat dépourvu de tous ses droits ». Révolution et contre-révolution s'affrontent. Le potentiel de hargne antibureaucratique, de volonté d'insoumission et de rage face au pouvoir totalitaire va déterminer l'ampleur de la riposte partant du tréfonds des usines.

Alors, le face-à-face des premières heures sera dépassé. Dans ces affrontements, s'ils ont lieu, plus d'un soldat — comme en Iran — pourrait changer de camp et rejoindre la « nation polonaise » contre le pouvoir des bureaucrates. C'est l'élan que craignent les généraux au pouvoir, le Kremlin et aussi les bourgeoisies impérialistes intéressées avant tout à récupérer leur mise (25 milliards de dollars). Car cet élan révolutionnaire se ferait au nom d'une lutte intransigeante contre une dictature bureaucratique et pour le pouvoir des travailleurs, pour la véritable souveraineté, contre toutes les soumissions.

La mobilisation la plus massive et unie du mouvement ouvrier des pays capitalistes n'est pas seulement un acte de solidarité, mais aussi la démonstration qu'une volonté profonde existe de mettre fin à toutes les exploitations et oppressions. Les travailleurs polonais, comme jamais depuis des décennies, ont donné ces derniers mois la preuve que cela était possible. ■

- Bas les pattes devant les travailleurs polonais !
- Solidarité avec Solidarité !
- Libération de tous les militants emprisonnés !
- Soutien à la résistance des travailleurs polonais !

INPRECOR
14 décembre 1981.

La solidarité du mouvement ouvrier

ETAT ESPAGNOL

Les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT) ont protesté contre les atteintes aux libertés syndicales en Pologne sans toutefois proposer aucune forme de mobilisation pour la riposte. La Liga Comunista Revolucionaria (LCR), section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, a organisé un rassemblement le 14 décembre à Madrid devant l'ambassade de Pologne. Des initiatives identiques ont été prises dans d'autres régions du pays.

SUEDE

Dès le 13 décembre, une manifestation rassemblant 2 500 personnes s'est déroulée devant l'ambassade polonaise à Stockholm à l'appel du comité Solidarité Pologne soutenu par le Kommunistiska Arbetarförbundet (KAF), section suédoise de la IVe Internationale, et les jeunes

social-démocrates. Le PC n'était pas présent, mais des dirigeants syndicaux de la capitale y avaient appelé. Le KAF organisait le 14 décembre un rassemblement devant l'ambassade. Des manifestations devaient avoir lieu le 17 décembre dans tout le pays à l'appel de la Confédération syndicale LO.

ITALIE

Dès le matin du 13 décembre, des militants de la Lega comunista rivoluzionaria (LCR), section italienne de la IVe Internationale se rassemblaient devant le siège de la compagnie aérienne polonaise LOT à Milan et distribuaient un tract d'appel à une manifestation l'après-midi même avec les groupes centristes *Democrazia Proletaria* (DP) et Parti d'unité prolétarienne (PDUP), qui a regroupé 15 000 personnes. D'autres initiatives de ce genre ont eu lieu à Turin, Gênes, Rome, Bologne, Brescia, Tarente ..., toujours à l'ap-

pel de ces mêmes formations politiques.

Les réactions syndicales ont été importantes. Les trois centrales syndicales italiennes, CGIL, CISL et UIL ont appelé le lundi 14 décembre à une grève de une heure et à une manifestation en fin d'après-midi à travers tout le pays. Elles ont organisé une manifestation nationale à Rome le 15 décembre. Dans tous les lycées, une grève de 24 heures a eu lieu le 14 décembre.

PAYS-BAS

Une manifestation de 1 000 personnes s'est déroulée à Amsterdam le 13 décembre à l'appel de l'Internationale Kommunistenbond (IKB), section hollandaise de la IVe Internationale, et avec la participation du PC néerlandais (CPN). Après une journée de débat, la direction de ce dernier a émis un communiqué affirmant que « les mesures militaires étaient la preuve de la banqueroute du PC polonais ».

GRANDE-BRETAGNE

Le 13 décembre en fin d'après-midi, une manifestation de 1 000 personnes a été organisée à l'initiative de la *Polish Solidarity Campaign* et de *East European Solidarity*, avec le soutien de *Socialist Challenge* (journal de l'International Marxist Group (IMG), section britannique de la IVe Internationale, de *Socialist Worker* (journal du SWP britannique) et de *Socialist Organiser*. Deux membres du *Labour Party* y étaient présents. L'un d'entre eux, Eric Effer, membre de son comité exécutif, s'est engagé à essayer d'obtenir le soutien du *Labour Party* pour la manifestation nationale organisée le dimanche 20 décembre.

DANEMARK

Une manifestation de 1 000 personnes s'est déroulée le 13 décembre devant l'ambassade de Pologne à Copenhague, à l'appel du *Socialist Arbejderparti* (SAP), section danoise de la IVe Internationale, du KAP (organisation maoïste) et des sociaux-démocrates de gauche de VS et SF. Devant les bureaux de la LOT, une manifestation a aussi eu lieu le 14 décembre à l'appel de ces mêmes organisations et des Jeunesses social-démocrates.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Dans cinq ou six villes se sont déroulés des rassemblements durant le week-end. Le 13 décembre, une réunion des comités de solidarité votait une résolution distribuée massivement le lundi matin. Des manifestations ont eu lieu dans les principales villes allemandes dès le 14 décembre.

BELGIQUE

Le 13 décembre à 18 heures, ils étaient 2 000 à manifester à Bruxelles devant l'ambassade polonaise à l'appel des comités 1er-Mai, avec la participation de députés socialistes au Parlement européen, de membres du Comité central du PCB, du vice-président du PS belge, des

représentants de la FGTB (syndicat social-démocrate) et du CSC (syndicat chrétien) et de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), section belge de la IVe Internationale.

A Anvers, un rassemblement a eu lieu devant le consulat de Pologne. A Charleroi, des militants ont arrêté le train Paris-Moscou pour peindre sur les wagons des slogans en solidarité avec les travailleurs polonais.

SUISSE

Des manifestations se sont déroulées le 13 décembre dans quatre villes (Bâle, Berne, Lucerne, Bienne), regroupant des centaines de personnes. Le 14 décembre, des manifestations appelées par le Comité de soutien avec les ouvriers des pays de l'Est (CSOPE) et avec l'appui du Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale — qui a occupé ce même jour l'ambassade de Pologne à Berne —, du syndicat chrétien de Suisse romande et parfois du PS, ont eu lieu à Bâle, Lausanne, Genève et Zürich. Une manifestation nationale très largement soutenue était appelée pour le 19 décembre.

PORTUGAL

Le comité Information sur la lutte de Solidarité, auquel participent nos camarades du Partido socialista revolucionario (PSR), section portugaise de la IVe Internationale, soutenu aussi par l'Union démocratique populaire (UDP), organisait une manifestation le 15 décembre à Lisbonne. Bien que le PS n'ait pas officiellement pris position, 12 de ses députés ont soutenu cette initiative. Le PCP s'oppose à toute action de solidarité, appuyant ouvertement les positions du gouvernement polonais. Des initiatives ont aussi été prises à Porto.

FRANCE

Dès le 13 décembre au matin, la CFDT (Confédération française démocratique du travail) organisait une délégation

à l'ambassade de Pologne à Paris. Dans la matinée, elle obtenait l'accord de toutes les autres forces syndicales, à l'exclusion de la CGT liée au PCF. La CFDT, FO, la FEN (Fédération de l'éducation nationale, la CGC (cadres) et la CFTC (syndicat chrétien) allaient ensemble réclamer une entrevue à l'ambassadeur de Pologne qui leur sera refusée. A partir de 14 heures, à l'appel de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVe Internationale, de l'OCI et d'autres organisations d'extrême gauche, un rassemblement était organisé devant cette même ambassade. Il se transformait ensuite en manifestation qui devait regrouper plus de 6 000 personnes dont un fort contingent sous les banderoles de la LCR.

Le lundi 14 décembre en fin d'après-midi, une manifestation syndicale unitaire à laquelle seule la CGT refusait de s'associer, se déroulait à Paris. Le PS s'y associait ainsi que les militants de la LCR aux côtés du collectif Solidarité avec Solidarité.

Dans les principales villes de province, des manifestations identiques ont eu lieu. A Lyon, 2 500 personnes, plusieurs centaines à Poitiers, à Toulouse et à Rouen. Partout les militants de la LCR et des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) ont pris une part active à cette mobilisation.

La position honteuse du PCF (cf. encadré), et à sa suite celle de la CGT qui a scandaleusement réclaté de « tous les amis véritables des travailleurs polonais et de la Pologne » qu'ils fassent « preuve de mesure et de sens des responsabilités », refusant de s'associer à toute action de protestation, a soulevé de nombreuses réactions au sein même des sections syndicales de base de cette centrale, dont plusieurs ont participé à la manifestation du 14 décembre.

INPRECOR

Lundi 14 décembre au soir.

PCF et PCI refusent de soutenir les travailleurs polonais

Le PCF appelle les travailleurs français à « s'abstenir de toute initiative qui pourrait gêner la recherche d'une issue pacifique à la crise, permettant — sur la base de l'entente des forces nationales — la poursuite des réformes indispensables pour surmonter définitivement les fautes du passé et développer le socialisme ».

Entièrement engagé derrière la bureaucratie polonaise au moment où celle-ci pointe ses baïonnettes contre les travailleurs, le PCF proclame que « rien ne doit être fait qui puisse favoriser l'affrontement interne ou l'intervention extérieure que nous ne voulons pas ».

Pour justifier et avaliser l'état de guerre contre la classe ouvrière polonaise instauré par les bureaucrates polonais, l'Humanité reproche aux travailleurs polonais non seulement le « refus de l'entente nationale inlassablement proposée par les communistes polonais », mais les accuse aussi d'« appels à la lutte armée et à la subversion ». Les dirigeants syndicaux de Solidarité emprisonnés sont dénoncés pour avoir tenu « un langage de guerre civile ».

Dès lors, le PCF approuve leurs mesures répressives et affirme même que le général Jaruzelski « n'a

sans doute pas tort de dire que les mesures adoptées dans la nuit de samedi à dimanche étaient celles de la dernière chance » ...

De son côté, le Parti communiste italien (PCI), tout en se déclarant « très alarmé par les mesures du gouvernement polonais », s'est borné à condamner « le coup porté aux tentatives de résoudre politiquement la crise, avec la participation responsable de toutes les composantes de la société et à travers un processus d'effective démocratisation ».

Le PCI, qui dénonce par ailleurs « les positions extrémistes et irresponsables dans tous les camps », se contente donc de reprendre les propositions d'Unité nationale faites récemment par la bureaucratie polonaise au moment où celle-ci tente de l'imposer par la force armée. Serait-ce dont l'heure, alors que les chars quadrillent la Pologne, d'en appeler à l'Unité nationale ? Fallait-il appeler les travailleurs chiliens à cesser toute résistance et à pactiser avec le général Augusto Pinochet au nom de l'Unité nationale lors du coup d'Etat du 13 septembre 1973 ?

LA GAUCHE 25/5/81 (Anprecor)

TCHÉCOSLOVAQUIE

« Des policiers et des geôliers ont juré de liquider Petr Uhl... »

Un entretien avec le révolutionnaire tchécoslovaque Jaroslav Suk

JAROSLAV Suk était étudiant en philosophie à Prague en 1968. Il fut l'un des dirigeants du Comité de grève de novembre 1968 qui rallia les forces du mouvement de résistance et qui concrétisa l'alliance entre les ouvriers et les étudiants. Il fut également l'un des membres fondateurs, l'un des dirigeants et théoriciens du Mouvement de la jeunesse révolutionnaire (MJR) — organisation socialiste révolutionnaire d'une centaine de membres fondée en automne 1968 — qui fit campagne pour la révolution politique en Tchécoslovaquie et en Europe de l'Est jusqu'à son démantèlement.

En janvier 1970, il était arrêté avec 18 autres membres du Mouvement et, en mars 1971, il était emprisonné pour ses acti-

vités politiques. Membre fondateur de la Charte 77 et proche collaborateur de Petr Uhl, il a participé à la rédaction de certains documents-clés de la Charte 77, dont le document sur les droits des travailleurs et celui sur le problème de la consommation. Jaroslav Suk a joué un rôle important dans les débats au sein de la Charte 77, polémiquant d'un point de vue socialiste-révolutionnaire contre les conceptions réformistes.

Il a collaboré à la rédaction du livre de Petr Uhl, *le Socialisme emprisonné* (paru en français chez Stock/La Brèche en 1980). Confronté au choix entre l'exil et la prison, il a quitté la Tchécoslovaquie il y a un mois.

— INPRECOR : Tout d'abord, racontons ton histoire.

— Jaroslav SUK : La police m'a harcelé pendant de longues années. C'était très dur. Pas seulement pour moi, mais aussi pour ma famille ; nous avons donc décidé de partir. Je comprends bien que mon départ représente une défaite politique, mais je crois qu'ici je peux faire plus pour la lutte en Tchécoslovaquie, que je ne l'aurais fait en prison.

— Pourrais-tu revenir sur tes expériences politiques depuis 1968 ?

— J'ai milité dans le mouvement étudiant tchécoslovaque en 1968. J'ai également été membre du Comité de grève de la Faculté de philosophie au cours de l'automne 1968. Puis je suis devenu membre du Mouvement de la jeunesse révolutionnaire (MJR). J'ai également été membre du présidium du Comité de grève de Prague Uhl et sa compagne Hana Sabatova. (DR)

gue en novembre de la même année. Au sein du Mouvement de la jeunesse révolutionnaire, j'ai rédigé un certain nombre de tracts et de prises de position. J'ai été arrêté en 1970 et condamné à deux ans de prison en mars 1971 ; Petr Uhl écopiait quant à lui de quatre ans, la peine de prison la plus lourde. Puis je me suis mis à faire du travail illégal, et j'ai signé des prises de positions et des résolutions avec d'anciens prisonniers comme moi, par exemple sur la question du Chili, puis de la Charte 77 (1) ; j'ai milité pour la Charte dès le début et je suis devenu par la suite militant du VONS (2).

— Dans quelle prison as-tu été envoyé ?

— J'ai fait seize mois à la prison Ruzyně de Prague, c'est-à-dire tout le temps qu'a duré l'enquête. Ce sont les pires moments que j'ai passés en prison. Je partageais une cellule de six mètres carrés avec

deux ou trois autres détenus. On ne pouvait pratiquement pas se mouvoir dans la cellule : le plafond était bas, il y avait peu de lumière, pas assez d'air, de nourriture ni de protéines. C'était difficile et physiquement éprouvant.

— Y avait-il d'autres membres du Mouvement de la jeunesse révolutionnaire ?

— Nous étions vingt membres du groupe, ce qui faisait qu'il était difficile de nous isoler les uns des autres, et nous maintenions des contacts entre nous.

— Continuons. Après l'arrestation de Petr Uhl, et le procès qui a suivi, nous avons entendu dire que les conditions de détention à la prison de Mirov étaient très mauvaises. Les conditions sont-elles toujours les mêmes aujourd'hui ? Les conditions se sont-elles améliorées depuis son entrée ou ont-elles empiré ?

— Tout d'abord il faut rappeler que Petr Uhl a déjà purgé une peine de quatre ans. Il souffre d'asthme et rester à la prison de Mirov plus de deux ans, quand on est en mauvaise santé, est extrêmement dangereux (sa nouvelle condamnation est de cinq ans). Il y a un groupe de geôliers et de membres de la police secrète qui



1. Le Manifeste de la Charte 77, rendu public à Prague en janvier 1977, avec 240 premières signatures, réclame notamment l'application effective des droits reconnus par la législation tchécoslovaque et par les accords internationaux contresignés par la Tchécoslovaquie. La Charte 77 a aujourd'hui été signée publiquement par plus de mille citoyens tchèques et slovaques, et elle est devenue le cadre de regroupement de toute l'opposition.

2. Le VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies) a été fondé en 1978. Il regroupe l'aile la plus militante de l'opposition tchécoslovaque. Ses fondateurs et animateurs, Petr Uhl, Vaclav Havel et leurs camarades ont été lourdement condamnés en octobre 1979.

souhaite ouvertement l'élimination de Petr. Ils me l'ont dit.

— C'était quand ?

— Je l'ai entendu dire lors de l'un des derniers interrogatoires que j'ai subis. Ils ont dit qu'ils allaient s'occuper de lui comme ils l'ont fait avec Trotsky. Petr partage maintenant une cellule avec d'autres détenus. La prison est un vieux château aménagé. On lui inflige pas mal de punitions disciplinaires, ce qui implique des privations de nourriture auxquelles s'ajoutent des travaux pénibles.

— Peux-tu donner des exemples concrets de ces punitions ?

— Toutes les occasions sont bonnes pour les gardiens ; ainsi, si l'un d'entre eux rencontre un prisonnier qu'il n'est pas supposé rencontrer, ou bien si le prisonnier est surpris à donner un coup de main à quelqu'un d'autre — chose tout à fait courante en prison —, ils peuvent toujours dire qu'il a passé un message, même s'il n'a rien dit. Ils peuvent de cette manière alourdir sa peine. Il y a d'autres exemples similaires avec les prisonniers politiques, voir l'exemple de Cibulka (3).

— Petr Uhl et les autres prisonniers politiques ont-ils reçu des échos de la campagne internationale et de l'envoi de cartes postales à la prison, qui ne lui ont certainement pas été remises ?

— Petr en a sûrement entendu parler, car les gardiens parlent librement devant lui. Dans le cas de Petr, cela ne peut que l'aider moralement et de façon tout à fait pratique, c'est une arme pour combattre toutes les tentatives de le détruire. C'est également une aide pour d'autres prisonniers moins connus, tels Machacek et Lastuvka.

— Il y a eu des cas de suicides en prison. Se sont-ils déroulés dans des circonstances douteuses ?

— Il est toujours possible de tuer quelqu'un et de maquiller cela en suicide. Mais s'il s'agit d'un véritable suicide, la responsabilité en incombe au système, à la prison. Petr lui-même a dit à Anna Sa-

batova, sa femme, et comme c'est la dernière chose qu'il lui a dit lors de son ultime visite, il a dont insisté là-dessus : « *Quoi qu'il m'arrive, ne crois jamais à la thèse du suicide !* » Nous avons donc raison quand nous disons que nous craignons pour sa vie.

Rudolf Battek est dans une situation identique. Il attend son procès et il risque de 3 à 10 ans. Il est également malade et, du seul fait qu'il défende la démocratie socialiste, il représente pour la police le même danger que Petr Uhl. Alors qu'il s'apprêtait à quitter deux semaines plus tard la Tchécoslovaquie pour la Suède, J. Litominsky a été arrêté lui aussi. Il est membre actif du VONS et il risque de 3 à 10 ans pour « *subversion* »...

— Penses-tu que tout cela fait partie d'une campagne systématique pour détruire la Charte 77 ?

— Ils essaient petit à petit de mettre sous les verrous les militants les plus actifs de la Charte. Comme les grands procès soulèvent un écho très important dans les pays occidentaux, ils se contentent de procès moins spectaculaires. Par exemple, Josef Gruntorad, qui était très actif dans une maison d'édition de *samizdat*, et qui travaillait à la publication d'un livre sur les événements polonais, a été arrêté et s'attend à écoper de 1 à 5 ans de prison. Les militants tchèques sont très intéressés par les événements polonais, et certains collaborateurs et sympathisants de la Charte 77 ont rendu public plusieurs lettres et prises de position sur les événements de Pologne. Une réunion s'est même tenue récemment entre des membres de la Charte 77 et du KOR. Ils ont tenté d'organiser une grève de la faim à laquelle participeraient simultanément des militants polonais et tchèques. Des Polonais se sont rendus en Tchécoslovaquie et vice versa. La police secrète a tenté de mettre fin à ces échanges. Et c'est ainsi que J. Litominsky a été arrêté à la frontière entre les deux pays. Il a été jeté en prison à la suite d'une provocation policière. Quiconque montre le moindre intérêt pour les événements polonais risque d'être poursuivi en justice. Malgré cela, les contacts avec la Pologne sont maintenus ainsi que les liens entre les militants de la

Charte 77 et le syndicat indépendant autogéré *Solidarnosc*.

— Qu'a fait le gouvernement polonais pour tenter de dresser l'opinion publique tchécoslovaque contre la population polonaise ?

— Le gouvernement de Prague essaie de faire croire aux Tchèques qu'ils devront verser des impôts supplémentaires pour les Polonais. Cela rencontre un écho auprès des secteurs les plus arriérés de la population. La propagande officielle répand des mensonges que personne ne croit, même quand elle ne ment pas. La majorité de la population capte et reçoit les émissions des radios et des télévisions étrangères, et une information illégale sur la Pologne circule dans tout le pays. C'est dans la région frontalière que le phénomène est le plus important. Des dizaines de milliers de travailleurs polonais vont travailler chaque jour dans la région d'Ostrava, en Silésie tchécoslovaque.

— Et de quelle façon la direction tchécoslovaque présente-t-elle les événements aux cadres et aux militants du parti ?

— Elle ment et essaie d'intoxiquer non seulement la population tchèque mais également les couches de la bureaucratie. Elle essaie de dire que *Solidarnosc* est faible, qu'il est moins fort qu'en août dernier. Elle dit que le KOR — comme tous les groupes de « droite » — devra être détruit. La direction tchécoslovaque affirme bien haut que tout cela peut être fait facilement, pour décourager toute velléité de la part de membres du Parti communiste tchécoslovaque d'aller dans le sens des événements polonais...

Propos recueillis par Peter GREEN
Stockholm, 2 avril 1981.

3. Petr Cibulka, jeune ouvrier sympathisant de la Charte 77, a été arrêté en avril 1978 et condamné à deux ans de prison pour avoir écouté avec des amis des enregistrements du groupe de rock tchécoslovaque interdit *Plastic People*. A l'expiration de sa peine de deux ans, il a à nouveau été condamné à six mois de prison. Le VONS et la Charte 77 avaient mené une campagne en sa défense.

